

Les opposant·es genevois·es à l'initiative pour une redevance à 200 francs alertent sur les conséquences pour la Romandie. Le front du non ratisse largement, à gauche comme à droite

La RTS payerait le prix fort



MAUDE JAQUET

Service public ► C'est suffisamment rare pour être relevé: les partis de gauche et le PLR, ainsi que des représentants des milieux culturels et sportifs du bout du lac, ont fait front commun hier contre l'initiative pour une redevance SSR à 200 francs. Le texte, soumis au vote le 8 mars et lancé au niveau fédéral par l'UDC, s'inscrit directement dans un contexte médiatique particulièrement chahuté en Romandie. Une réduction drastique du budget de la régie publique, qui entraînerait une centralisation de ses activités, aurait de fortes chances de prêterit prioritairement les régions linguistiques minoritaires, plaident les opposant·es. La RTS ferait partie des grands perdants.

Car cette nouvelle attaque contre le montant de la redevance reviendrait à renoncer à l'équivalent de deux fois le budget de la RTS, pointe du doigt Jean Burgermeister, élu Ensemble à gauche-Union populaire et syndicaliste au SSM (syndicat des médias). Avec des conséquences inévitables



De gauche à droite Olivier Gurtner (PS), Jean Burgermeister (Ensemble à gauche-Union populaire), Delphine Klopfenstein Brogini (les Vert-es) et Pierre Nicollier (PLR), hier en conférence de presse. JPDS

sur l'emploi, au sein de la régie publique et chez ses nombreux partenaires. Mais aussi sur le traitement local de l'actualité, ou sur l'offre culturelle et sportive du média public. Des perspectives qui inquiètent.

«Depuis quinze ans au moins, on observe des coupes régulières dans le milieu de l'information, et notamment dans le service public», contextualise la conseillère nationale verte Delphine Klopfenstein Brogini.

L'initiative ajouterait une «pression insoutenable» alors que la SSR applique déjà depuis plusieurs années des plans d'économies qui affectent d'ores et déjà les contenus et les emplois. La Suisse romande payerait un lourd tribut en termes de couverture politique cantonale et communale si les effectifs des bureaux régionaux venaient à être rabotés, s'inquiète encore l'élue nationale, qui craint une multiplication des contenus traduits de l'allemand vers le français, au détriment de l'ancrage et des spécificités régionales.

Une telle saignée dans les budgets de la SSR aurait des conséquences sur la vocation même du journalisme, abonde Pierre Nicollier, président du PLR genevois. Qui, s'il mentionne que le média public n'est pas exempt de critiques, reconnaît qu'il offre une plateforme unique de débat. Pour son parti, la solution mise sur la table par le Conseil fédéral, qui consiste à réduire la redevance pour la plafonner à terme à 300 francs, est plus adaptée. Une proposition qui représente déjà une coupe

de quelque 17% du budget de la SSR et qui doit être réalisée par étapes jusqu'en 2029, pour autant que l'initiative «200 francs, ça suffit» échoue le 8 mars dans les urnes.

Partenaires déconfits

Les employé·es de la régie publique sont aux premières loges de ce démantèlement progressif, qui reste difficile à chiffrer. Quelque 6000 emplois pourraient être menacés au niveau suisse, chiffre Jean Burgermeister, dont la moitié au sein de la régie même. «Sans parler des conditions de travail de ceux qui resteraient.» Si la profession de journaliste est au cœur des inquiétudes, c'est tout un écosystème, allant des maquilleuses aux technicien·nes, qui payerait la douloureuse. «On est loin du fantasme d'un milieu privilégié. La SSR, c'est aussi beaucoup de temps partiels, de revenus modestes et de recours aux entreprises d'emploi temporaire», rappelle Jean Burgermeister.

Au-delà de la SSR elle-même, c'est aussi tout un ré-

seau de partenaires qui payerait les conséquences d'un affaiblissement de la couverture médiatique. La culture, représentée par le directeur de l'OSR, Steve Roger, mais aussi le sport, par la voix d'Alban Poudret, du Concours hippique de Genève, ont martelé l'importance que pouvait avoir la diffusion des productions et d'événements sur une chaîne ou une radio publique. Laquelle met en avant les artistes et ensembles suisses, mais aussi une diversité de sports qui aurait ailleurs de la peine à rivaliser avec le foot ou le hockey.

Rien n'est joué

De quoi convaincre largement à Genève de l'impact dévastateur d'un potentiel oui à l'initiative. Mais la bataille est loin d'être gagnée. Si en 2018 les Suisse·sses s'étaient prononcé·es à une large majorité (71,6%) contre l'initiative «No Billag», qui demandait la suppression pure et simple de la redevance, les jeux s'annoncent plus serrés pour cette nouvelle salve. Les derniers sondages montrent un écart très faible entre les deux camps. Preuve que le rôle et le financement du service public restent un enjeu débattu en Suisse.

«La répétition de ces attaques empêchent la tenue d'un débat sur le fond»

Jean Burgermeister

«On peut rediscuter du contrat qui unit le pays et la SSR. Mais ça ne passe pas par une amputation drastique», déplore Olivier Gurtner, conseiller municipal socialiste en Ville de Genève. «Un débat sur le rôle du service public est nécessaire et sain. Mais la répétition de ces attaques, qui viennent systématiquement des mêmes milieux, empêchent la tenue d'un débat sur le fond», complète Jean Burgermeister. Avant d'espérer des débats constructifs, les opposant·es devront mener une nouvelle fois un combat défensif pour ne pas voir sombrer le paquebot RTS. I